

“ *Mobiles et nomades, les arts de la rue sont particulièrement pertinents pour construire du lien.* ”

Laetitia Lafforgue

La présidente de la Fédération nationale des arts de la rue, Laetitia Lafforgue, explicite l'apport social de ces expressions.

A noter que les principaux soutiens publics des arts de la rue sont les collectivités et que, face à l'imminente réforme territoriale, leur capacité à créer du lien social et à tisser les identités territoriales sera particulièrement précieuse.

Des inquiétudes ?

Oui, de grosses inquiétudes. D'abord sur l'intermittence. Il y a quelque chose d'irrationnel, d'incompréhensible dans cette incapacité de dialogue. Nous avons tout essayé pour discuter. Ça dure depuis dix ans ! Comment comprendre que les propositions du Comité de suivi de l'intermittence – qui, selon les simulations, génèreraient des économies – ne soient même pas examinées ? Le fondement du dialogue social est biaisé. Ce sont toujours les mêmes acteurs, et pas ceux qui sont concernés. Les discussions ont eu lieu dans les couloirs. Or il revient au Gouvernement d'exiger que le dialogue social se fasse dans des conditions décentes. C'est à lui d'être garant. Si ce n'est pas le cas, il a autorité pour ne pas agréer un accord et exiger une nouvelle discussion, cette fois avec les personnes directement intéressées.

Les festivals sont-ils menacés par la grève des intermittents ?

Oui. Après le Printemps de comédiens de Montpellier, il y a un risque pour le Festival d'Anjou. Pour ce qui est des arts de la rue, les grands rendez-vous n'ont pas encore commencé. La réforme est tellement scandaleuse que si rien ne bouge, on risque de revivre 2003. Ce dont personne ne veut. Les annulations d'alors ont laissé des traces profondes, douloureuses. Il y a une sorte de tétanisation.

Certaines voix dénoncent un subventionnement déguisé...

Il y a en effet cette idée, fautive. Celle que l'Unedic subventionnerait la culture via les annexes 8 et 10. Une aberration. Le même argument pourrait valoir pour l'industrie automobile... C'est un problème de mentalité aussi. Le Comité de suivi réunit à la fois des employeurs et des employés. Et même si on est le salarié de sa propre association, on porte aussi des responsabilités d'employeurs. Le dialogue paritaire opposant employeurs et employés ne correspond pas à la réalité de l'emploi culturel. Notre capacité de dialogue est exemplaire. A l'inverse, ceux qui négocient sont habitués à une vision totalement binaire.



© PFRrunner



La réforme territoriale est-elle une menace ?

Elle concerne directement les arts de la rue, car nous nous produisons dans l'espace public. On craint de passer à la trappe, que les collectivités ne puissent plus supporter d'autres dépenses. A cela s'ajoute la montée des tensions identitaires (nous pouvons d'ailleurs contribuer à les apaiser, car les arts de la rue sont par excellence les arts du lien). Mais de ce point de vue, la réforme territoriale en cours peut aussi nous apporter de nouvelles opportunités. Les nouveaux espaces envisagés – métropoles, intercommunalités agrandies, grandes régions... – vont de fait être confrontés à des problèmes d'identités. Et nous, mobiles et nomades, nous sommes particulièrement pertinents pour construire du lien.

Il faut que les élus comprennent combien est précieux le travail d'équipes reliant une ville à l'autre, par-delà les frontières administratives. Cela existe déjà. Par exemple, en Ardèche et dans la Drôme, avec Quelques p'Arts... le SOAR (Secteur ouvert des arts de la rue), un opérateur qui se déplace de ville en ville avec une programmation de rue. Et le public suit cette pérégrination, découvrant ainsi des territoires proches sur lesquels il ne serait jamais allé sans ces spectacles nomades. Il y a bien d'autres exemples de ces nouveaux territoires culturels, notamment en Ile-de-France, en Bretagne, dans le Nord, à cheval sur la frontière belge, etc.

Par leur nature de démonstration publique et gratuite, les arts dans la rue évoque deux réalités opposées : le feu d'artifice et la contestation. Quelle relation entre le politique et l'esthétique ?

La formulation de votre question me surprend... Les feux d'artifices ? Mais en effet, le lien avec le politique est très fort. C'est fondamentalement politique de prendre la parole dans la rue, de provoquer l'échange public. Cette relation a cependant un peu évolué dans le temps. Dans les années 60-70, c'était plutôt de l'ordre de la contestation. Puis, dans les années 90, de la manifestation, du rassemblement des foules. Aujourd'hui, il y a une multiplicité de formes. Globalement, l'esprit est moins revendicatif. Mais, même si la prise de parole se fait plus lissée, plus fine, elle reste une prise de parole politique. D'ailleurs, on peut encore choquer ;

c'est manifeste là où il n'y a pas eu d'apprentissage du public à nos formes d'expression. Peut-être même de plus en plus, car en plus de la multiplication des règles d'encadrement des spectacles et de la privatisation de l'espace public, on assiste à la remontée d'une morale un peu conformiste. Quoi qu'il en soit, le fait même de donner la parole aux gens, dans leurs quartiers mêmes, reste politique, potentiellement transgressif.

Quelles est l'unité des arts de la rue ?

La pluridisciplinarité est constitutive des arts de la rue : leur richesse. L'unité se fait par la relation au public. Ce dernier est toujours pensé comme partie prenante de la création, autant que le texte ou la musique. On parle de démarche "implicative". Le lieu aussi fait partie de la création. On ne peut pas déplacer un spectacle d'arts de la rue : il devient autre selon l'espace où il se produit. L'artiste de rue recrée tout le temps sa scène, une scène mentale qui se transforme en se déplaçant.

Il faut ajouter qu'en 30 ans, on est passé d'une approche très événementielle, type festival, à la construction d'une relation étroite, durable avec les territoires, avec les publics. Dans la forme festivalière, le public vient vers les artistes alors qu'aujourd'hui c'est nous qui allons vers le public, au fond des quartiers. Alors les gens découvrent leur propre ville...

On pourrait le dire ainsi : les arts de la rue mènent un travail de terrain pour défricher les espaces géographiques, avec pour grande préoccupation l'accès de tous à la culture. C'est ainsi que les territoires culturellement déshérités – par exemple en milieu rural ou des interstices entre deux départements éloignés de toute ville-centre, là précisément où s'observe la montée des votes extrêmes.

Le soutien du ministère est-il suffisant ?

Avec une aide de l'Etat réduite à 1,5% de son budget pour le spectacle vivant, essentiellement destinée à financer les treize Centres nationaux des arts de la rue (CNAR), cela reste maigre – mais nos partenaires principaux sont les collectivités. Ce qu'on attend du ministère ? Une amélioration des conditions de création et de

rencontre avec le public. Tel est le travail que doit mener la Mission nationale pour l'art et la culture dans l'espace public [la MNACEP, dans laquelle la FNCC est représentée]. Il faut porter une politique forte, dynamique, axée sur le public.

Et de ce point vue, au-delà des différences de vocabulaire – la FNCC parle de “personnes”, nous parlons de “publics” –, nous nous reconnaissons dans votre texte d'orientation politique. Les valeurs que nous défendons sont en effet la liberté d'expression, le respect des droits culturels, l'équité territoriale et sociale. Ce sont des valeurs que nous portons en commun. Nous ne pouvons dès lors qu'espérer une collaboration étroite avec la FNCC, peut-être un soutien mutuel... De toute façon, les grandes histoires des arts de la rue se réalisent toujours grâce à l'accompagnement d'un élu. Et aussi les moins grandes : je pense à ces élus à la culture parfois mis à l'écart et qui se battent pour construire ces petites histoires si importantes.

Les arts de la rue ne peuvent se déployer qu'en relation forte avec les municipalités...

Le dialogue avec les élus est indispensable (l'art de la négociation fait partie de notre savoir-faire). Même s'ils ne connaissent pas forcément bien les arts de la rue, le partage s'instaure. Et ce quelle que soit la couleur politique. Car quand un élu essaie de répondre aux problèmes de ses concitoyens, quand il tente de casser les frontières invisibles, il y a toujours un moment où il s'aperçoit que le bon outil pour atteindre ses objectifs, ce sont les arts de la rue.

Bien entendu, le temps politique, très contraint, et le temps artistique, si difficile à maîtriser, ne convergent pas aisément. Mais quand on arrive à inventer ensemble, c'est magique. Alors on ne distingue plus le politique du poétique. La raison en est simple : si on prend le public (ou les personnes) comme base du travail de création, il s'agit alors d'urbanité, de communauté humaine. Pour nous, cette communauté n'est pas spectatrice. C'est notre sujet. Comme ça l'est pour les politiques.

Des réticences des élus pour les arts de la rue ?

Il faudrait leur poser la question... S'il y a

défiance, ce n'est pas vis-à-vis de l'artistique. Mais la réglementation, si contraignante, si normée, peut effrayer. D'où une tendance à passer des appels d'offres, dans l'idée de ne pas prendre de risques.

Quelle différence entre animation et spectacle ?

Parfois, dans les villes qui se préoccupent peu de culture, le petit budget dont relèverait l'accueil d'un spectacle de rue glisse vers le 14 Juillet... Oui, la relation avec la fête est une grande question. Mais pas un problème, car le même spectacle peut être, selon le lieu, la circonstance, une manifestation artistique ou une fête. Encore une fois : il ne suffit pas donner son spectacle avec talent mais il faut bien organiser la rencontre avec le public.

Des difficultés avec les municipalités ?

Ce n'est pas une difficulté mais un étonnement. Je m'étonne toujours que les élus ne se saisissent pas davantage des arts de la rue. De mon point de vue, les arts de la rue sont l'avenir de la culture. Ou les arts de l'avenir. Car on s'adresse à des personnes, on est capable de s'infiltrer sur tous les territoires, de raconter des mythes dont les villes sont les personnages. Mais cela provient aussi de notre société française assez figée, qui stagne. Une France de la caste : les décideurs sont formés au même moule culturel. Pour eux, les arts de la rue sont “populaires”, donc simplistes. D'où leur manque de curiosité. Cela freine notre reconnaissance, même si on a beaucoup progressé de ce point de vue grâce aux élus locaux qui, eux, ont une approche beaucoup plus concrète et pragmatique.

Comment expliqueriez-vous à un élu l'intérêt d'accueillir des spectacles des arts de la rue ?

Si je le pouvais, plutôt que d'argumenter, je l'emmènerais à une représentation. Les élus peuvent parfois avoir l'impression qu'on leur “vend des salades”. Une impression qui disparaît au spectacle. Ou alors, je lui parlerai de politique. Car nos valeurs sont politiques. Et de ce point de vue, j'ajouterai que s'il est important que nous puissions former les élus à la connaissance de ce que sont les arts de la rue, l'inverse est tout aussi indispensable : qu'ils nous forment à la réalité de l'action politique.

Propos recueillis par Vincent Rouillon